(1)

(N^o 21.)

SENAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 26 DÉCEMBRE 1856.

Rapport des Commissions réunies d'Agriculture, d'Industrie et de Commerce, de l'Intérieur et des Finances, chargées d'examiner le Projet de Loi contenant des mesures provisoires relatives aux Denrées Alimentaires.

(Voir les N^{os} 19, 54, 42, 48 et 52 de la Chambre des Représentants, et le n^o 9 du Sénat.)

Présents : MM. D'OMALIUS, Président, LAUREUX, BARON COGELS, DE BLOCK, DE RYCKMAN DE WYNGHE, VAN NAEMEN, MAERTENS, POLLET, Chevalier DU TRIEU DE TERDONCK, JAMAR, CORBISIER, D'HOOP, COMTE DE RIBACOURT, BARON BÉTHUNE, Ferd. SPITAELS, rapporteur.

MESSIEURS,

Le Sénat, prenant en considération l'importance des questions qui se rattachent à l'alimentation publique, a renvoyé aux Commissions de l'Intérieur, des Finances, du Commerce et de l'Agriculture réunies, les deux projets de loi relatifs aux Denrées Alimentaires. La législation qui régit aujourd'hui la matière cessera ses effets au 31 décembre courant; il est donc indispensable qu'une loi nouvelle soit votée et promulguée avant cette époque.

Le Sénat se rappellera, sans doute, les discussions et les divergences d'opinions qui ont marqué le renouvellement annuel de la Loi sur les Denrées Alimentaires. Cette variété d'appréciation continue à se manifester. Aussi, le Ministère et la Chambre des Représentants, comprenant l'impossibilité où se trouverait le Sénat de voter librement, et sans subir la pression de l'époque de l'année où nous sommes arrivés, la Loi définitive sur les Denrées Alimentaires, ont proposé et voté *une loi provisoire*, qui vous permettra d'examiner le projet définitif avec toute la liberté et la maturité que comporte une question aussi grave.

Dans cette situation, vos Commissions, tout en reconnaissant l'urgence de l'examen du Projet définitif, ont pensé qu'il fallait, avant tout, s'occuper de la loi provisoire qui, consacrant le *statu quo* jusqu'au 15 février prochain, permettra de discuter et de voter, avant cette époque, le Projet définitif.

Guidées par cette pensée, vos Commissions ont cru inutile d'aborder dans

ce rapport la discussion du fond. Elles n'auraient pu le faire que d'une façon restreinte, et elles estiment qu'un examen complet et sérieux, qui permette à toutes les opinions de se produire, est indispensable dans une question qui intéresse à un si haut degré la généralité du pays, et qui cause des appréhensions qu'il faut éclairer et calmer.

Ce système admis et l'examen réduit à la loi provisoire, le champ de la discussion était singulièrement restreint... Deux alternatives seules se présentaient : l'adoption pure et simple de la loi, ou le retour au régime de celle de 1850, qui deviendrait applicable au 1^{er} janvier prochain, si le projet qui nous occupe était rejeté ou simplement modifié.

Or, la loi de 1850 permet non-seulement la libre sortie, mais elle frappe les céréales à l'entrée d'un droit de 1 franc les 100 kilogrammes, alors que toutes les opinions sont unanimes pour désirer la réduction des prix des denrées alimentaires.

Si le Sénat entend réserver la question de principe, celle de la libre entrée et de la prohibition à la sortie, il faut de toute nécessité adopter purement et simplement la loi provisoire et ajourner à la discussion du projet définitif la solution de ces questions, si souvent et si longtemps débattues, et toujours aussi controversées.

Vos Commissions se sont donc mises d'accord pour admettre la loi provisoire, parce que cette mesure laisse la question entière et permettra aux diverses opinions de se produire lors de la discussion du projet définitif.

En adoptant ce système, vos Commissions ont pensé qu'il importait que le Sénat fixât dès à présent le moment où il abordera cette question. Il faut que ce soit à une époque assez rapprochée, pour que la Chambre des Représentants puisse s'en occuper utilement, s'il arrivait que ses amendements y fussent introduits.

En résumé, vos Commissions ont l'honneur de vous proposer, à l'unanimité des Membres présents, l'adoption de la loi provisoire telle qu'elle a été votée par la Chambre des Représentants, et elles vous demandent en même temps de fixer le jour de la discussion du projet définitif.

Le Président,
D'OMALIUS D'HALLOY.

Le Rapporteur,
FERD. SPITAEELS.